

## Rencontre à Louvain-la-Neuve entre Burundais et leur Ambassadeur

@rib News, 03/02/2014 L'ambassadeur Félix Ndayisenga poursuit ses rencontres d'échanges avec les Burundais de Belgique. De notre envoyé spécial à Louvain-la-Neuve, Jérôme Bigirimana. Après Liège, Namur et Anvers en 2013, l'ambassadeur du Burundi auprès du Royaume de Belgique, du Grand-duché de Luxembourg et de l'Union Européenne M. Félix Ndayisenga, poursuit ses rencontres d'échanges avec la diaspora burundaise de Belgique. Vendredi dernier, c'était le tour de Louvain-la-Neuve, une cité universitaire située en province de Brabant wallon à quelques 33 km de Bruxelles. L'objectif de Ndayisenga: «(r)établir un dialogue continu et la confiance longtemps brisée entre les citoyens et l'Etat».

Ils étaient plus d'une trentaine de Burundais de Louvain-la-Neuve et ses environs (photo ci-avant) à venir écouter et échanger avec leur ambassadeur. Et sans surprise, la majorité d'entre eux étaient des étudiants de l'Université de Louvain (UCL). Au menu des échanges, l'ambassadeur Ndayisenga a d'abord décrit la situation actuelle du Burundi en dressant un tableau positif des remarquables réalisations qui boostent la visibilité du gouvernement et/ou des Burundais surtout sur le plan international. Ensuite, le diplomate a relevé de nombreux défis majeurs avant d'appeler, enfin, les burundais de Belgique à plus de solidarité avec leur mère patrie, à contribuer à l'amélioration de l'image et au développement du Burundi. «Le Burundi en passe de devenir une solution régionale», dit l'ambassadeur Ndayisenga. Selon Ndayisenga, le Burundi jouit d'une position stratégique très profitable. Il se trouve, en effet, entre deux géants géographiques: la Tanzanie à l'est, sur l'Océan Indien et la République Démocratique du Congo, à l'ouest atlantique. Mais également, c'est une zone charnière entre deux blocs linguistiques et économiques, l'ouest francophone. Alors qu'il a longtemps constitué un problème pour ses voisins par le flot de réfugiés qu'il envoyait, le Burundi est désormais en passe de devenir la solution régionale et même pour l'Afrique et le monde. «Il a prouvé l'ambassadeur Ndayisenga. Et de plus, il a encore interpellé ses compatriotes burundais résidant en Belgique à s'occuper de leur pays: «Mutabwitayeho, abandani bahabona bazobwitaho», (si vous ne vous occupez pas de votre pays, les autres clairvoyants en occuperont), a-t-il déclaré en langue locale, le Kirundi. Peut-être en allusion au récent partenariat militaire entre le Burundi et les Etats-Unis? Un partenariat qui a égayé la chronique ces derniers jours sur le net mais dont Ndayisenga a minimisé l'ampleur, invitant d'ailleurs les Burundais à ignorer la copie dudit partenariat publiée sur le site arib.info. Pourquoi ignorer? «Parce que la version que vous avez lue sur internet, c'était la première version des propositions de la partie américaine. Entre celle-ci et le document final signé, il y a eu des discussions et le document a été revu au moins 6 fois! Et je vous rassure que le document signé tient compte des intérêts du Burundi et ceux des USA dans un rapport gagnant-gagnant», a-t-il rassuré en répondant à une question d'un participant. Des questions étaient essentiellement axées sur les problèmes de l'éducation au Burundi notamment la perte progressive de la qualité de l'enseignement au Burundi et le taux élevé de décrochage et du décrochage scolaire; la bourse insuffisante aux étudiants burundais à l'étranger; les facilités à accorder aux étudiants qui rentrent; la justice instrumentalisée; l'excès et d'autres questions courantes comme le permis de conduire burundais non accepté en Belgique. La diaspora burundaise de Belgique complimente aucune autre question qui fâche actuellement le pouvoir de Bujumbura à l'étranger. Et sans apporter de solutions miracles, l'ambassadeur Ndayisenga a tenté de répondre aux questions sans toutefois apporter des réponses à tout. Normal pour la plupart des participants dont Nkomusca Nkurunziza (photo ci-contre) qui ne s'attendait évidemment pas à ce que le diplomate donne des solutions satisfaisantes à tous les problèmes soulevés. L'important pour ce jeune universitaire, «c'est l'échange convivial dans une dynamique nouvelle que l'ambassadeur vient à la rencontre de ses concitoyens. On a été beaucoup honoré de le recevoir dans notre université. C'est une très bonne démarche. Ça n'arrive pas souvent et je pense même que c'est la première fois à Louvain-la-Neuve», s'est réjoui Nkomusca Nkurunziza. Apprécié dans toutes ces rencontres sans jamais perdre la cote, l'ambassadeur Ndayisenga tient lui aussi à complimenter ses concitoyens de Belgique: «Ce que nous savons et apprécions par l'opinion qui nous vient de nos amis belges et de Bujumbura, c'est que les Burundais de Belgique sont vraiment donnés comme exemples dans le développement de cette confiance entre eux. Mais aussi, ils se font respecter dans leur voisinage. En tout cas, l'année 2014 trouve la diaspora burundaise très sereine; elle est présente comme un modèle d'acceptation et de solidarité. Vous avez vu d'ailleurs que la communauté burundaise a été accueillie au ministère fédéral des Finances sous l'initiative de Terre Neuve, une asbl dirigée à majorité par des Burundo-Belges. Une initiative que nous avons beaucoup appréciée. Ça n'arrive pas toujours ainsi et nous nous en réjouissons. Il faut l'éloge concret par son passage samedi (le lendemain) à Louvain-la-Neuve lors de la deuxième journée burundaise organisée par l'asbl Diaspora Burundaise de Belgique (DBB), une des organisations de la diaspora burundaise actives en Belgique et qui a reçu les félicitations du président Nkurunziza lors de sa récente visite en Hollande en décembre dernier. Une diplomatie burundaise plus active dans un climat de politique internationale délicate. Au Burundi, la politique internationale suscite des inquiétudes à la classe politique de l'opposition et la société civile: malversations économiques, lois jugées liberticides par une large opinion nationale et internationale, relations souvent tumultueuses entre les partis politiques et le ministre de l'intérieur, et plus récemment l'affaire Uprona qui a abouti à un limogeage en cascade du premier vice-président Bernard Busokoza. Par contre, en dehors de la mise en garde par Bruxelles sur la mise en place des lois controversées au Burundi, l'on peut s'accorder à dire que la diplomatie burundaise ne cesse de marquer des points. A Louvain-la-Neuve par exemple, l'ambassadeur Ndayisenga a annoncé que le Burundi accueillera au mois de juin prochain la 99ème session du Conseil des Ministres ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) et la 39ème session du Conseil des Ministres ACP-UE, et plus de 80 pays seront au rendez-vous. Rappelons que le Burundi envoie ses troupes pour le maintien de la paix et la reconstruction dans le monde notamment en Somalie et en Centrafrique et ces missions sont actuellement dirigées ou codirigées par des généraux burundais. Et selon l'ambassadeur Ndayisenga, le Burundi serait également en train de négocier pour contribuer à l'envoi de la composante civile burundaise dans les missions internationales, notamment en Centrafrique. Restent à voir si cet élan diplomatique

ne risque pas d'être hypothéqué par l'aggravation de la crise de confiance entre les principaux partis jusqu'allo dans le gouvernement (le Conseil National de la Défense de la Démocratie-Forces de Défense de la Démocratie, CNDD-FDD et l'Union pour le Progrès National, UPRONA) et le bras de fer devenu presque permanent entre le gouvernement et les partis politiques, la société civile, les médias et de la communauté internationale sur des questions fondamentales de démocratie et de bonne gouvernance. [Fin]